

N° 3578 du 16.6.2008

SARL 37°2

Société à Responsabilité Limitée au Capital de 7.500 Euros

Siège social : LES SABLES D'OLONNE (Vendée) 22 bis rue de l'Hôtel de Ville

RCS LA ROCHE SUR YON 449 642 297

-oOo-

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE (EXTRAORDINAIRE ET ORDINAIRE)

DU 26 AVRIL 2006

L'an deux mille six, le vingt six avril à 11 Heures 30, sur convocation du gérant, William FLORENTIN, les associés se sont réunis au siège social, en Assemblée Mixte (Extraordinaire et Ordinaire), en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

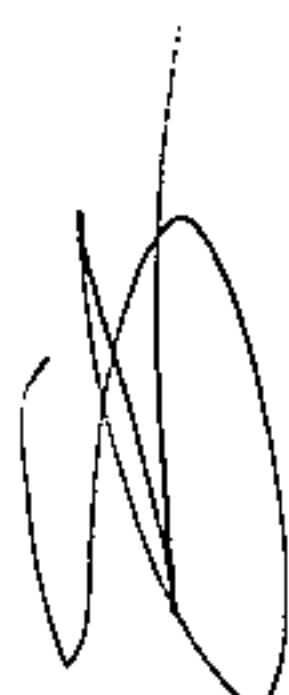
- Modification de l'objet de social ;
- Modification corrélative de l'article 3 des statuts ;
- Transfert de siège social ;
- Modification corrélative de l'article 4 des statuts ;
- Constatation de la cession d'une part sociale ;
- Augmentation du capital social de 7.500 € à 40.000 € par voie d'incorporation de réserves d'un montant de 32.500 € et élévation de la valeur nominale de chaque part de 75 € à 400 €.
- Modifications des articles 6 et 8 des statuts corrélativement à la cession de part et à l'augmentation de capital ;
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités consécutives.

2- DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

- Désignation d'un cogérant ;
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités consécutives.

Ext 877

Christiane LAUNAY
A.C.A.P.



Enregistré à : SIE DES SABLES D'OLONNE

Le 27/04/2006 Bordereau n°2006/271 Case n°2

Enregistrement : 375 € Pénalités :

Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros

Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros

L'Agent

TOUS LES ASSOCIES SONT PRESENTS ET ONT EMARGE LA FEUILLE DE PRESENCE, SAVOIR :

- **Monsieur William FLORENTIN**, propriétaire de CINQUANTE parts, ci 50 PARTS
- **Madame Sandrine PITON**, propriétaire de CINQUANTE parts, ci 50 PARTS

L'Assemblée, réunissant la totalité des associés possédant les 100 parts de 75 Euros chacune formant le capital social de 7.500 Euros est régulièrement constituée pour délibérer valablement sur l'ordre du jour.

Monsieur William FLORENTIN, gérant de la société, préside la séance.

Monsieur William FLORENTIN déclare que tous les documents et renseignements prescrits par les textes en vigueur ont été tenus à la disposition des associés dans les délais fixés par la loi et les règlements.

A sa demande, les associés lui donnent acte de ces déclarations.

Puis, le gérant donne lecture de son rapport et déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, les résolutions suivantes sont mises aux voix:

1- DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION - MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL ET MODIFICATION CORRELATIVE DE L'ARTICLE 3 DES STATUTS

La collectivité des associés, après avoir constaté l'inadéquation de la rédaction des quatre premiers alinéas de l'article 3 "Objet social" aux activités effectivement et réellement exercées par la société, décide de leur substituer la rédaction suivante:

<< Article 3 - Objet

La société a pour objet et France et dans tous pays:

Activité d'intermédiaire et/ou de négoce, le cas échéant par importation, de tous produits dans le cadre de toute activité de marketing opérationnel, de stimulation de forces de vente au profit de professionnels, en ce compris l'activité d'intermédiaire ou de négociant d'articles textiles, bazars, meubles de toute nature, hi-fi, électroménager, vins, spiritueux et articles alimentaires, et de manière générale de tous objets et produits pouvant avoir un usage promotionnel et/ou publicitaire, de cadeaux d'affaires ou de stimulation commerciale;

Conseil et toutes prestations de services se rapportant aux actions de marketing, de relations publiques, de promotion, en ce compris la création, la gestion et l'animation de sites internet, l'élaboration de catalogues et l'édition de tout support réel ou virtuel se rattachant à l'activité;

Formation ;

>>

(Le reste sans changement).

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

**DEUXIEME RESOLUTION - TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL MODIFICATION
CORRELATIVE DE L'ARTICLE 4 DES STATUTS**

La collectivité des associés décide de transférer au CHATEAU D'OLONNE (Vendée) 20 rue du Docteur Schweitzer le siège social précédemment fixé aux SABLES D'OLONNE (Vendée) 22 bis rue de l'Hôtel de Ville et de modifier, ainsi qu'il suit, l'article 5 des statuts :

<<

Le siège social de la société est fixé à :

⇒ LE CHATEAU D'OLONNE (Vendée) 20 rue du Docteur Schweitzer >>

(Le reste sans changement).

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION - CONSTATATION DE LA CESSION D'UNE PART SOCIALE

La collectivité des associés constate qu'aux termes d'un acte-sous-seing-privé en date aux SABLES D'OLONNE (Vendée) du 26 avril 2006, Monsieur William FLORENTIN a cédé à Madame Sandrine PITON une (1) part sociale, numéroté 51, moyennant le prix de soixante quinze (75) euros.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION - AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

La collectivité des associés décide d'augmenter le capital social de 7.500 € à 40.000 € par voie d'incorporation d'une somme de 32.500 € prélevée sur les réserves.

Le crédit du compte "Autres Réserves" se trouvera corrélativement réduit de 45.886,40 à 13.386,40 €.

Cette augmentation de capital est réalisée par voie d'élévation de la valeur nominale de chaque part de 75 Euros à 400 Euros chacune.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION - MODIFICATIONS DES ARTICLES 6 ET 8 DES STATUTS

Comme conséquence des deux résolutions qui précèdent, la collectivité des associés décide de modifier les articles 6 et 8 des statuts ainsi qu'il suit:

Article 6 - Apports - Formation du capital

1°) A la constitution, il a été fait les apports en numéraire suivants:

- | | |
|---|---------|
| - Par Monsieur William FLORENTIN, une somme de | 3.825 € |
| - Par Mademoiselle Sandrine PITON, une somme de | 3.675 € |

2°) Aux termes de l'Assemblée Générale Mixte du 26 avril 2006, il a été :

- constaté la cession d'une (1) part sociale, numéroté 51, par Monsieur William FLORENTIN au profit de Madame Sandrine PITON;
- décidé d'augmenter le capital social de 7.500 € à 40.000 € par voie d'incorporation d'une somme de 32.500 € prélevée sur les réserves.

Article 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de **QUARANTE MILLE (40.000) EUROS** divisé en **CENT (100) parts sociales de QUATRE CENT (400) euros** de valeur nominale chacune, entièrement libérées, numérotées 1 à 100 et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs, savoir :

- | | |
|---|----------|
| ➤ A Monsieur William FLORENTIN , à concurrence de CINQUANTE parts numérotées de 1 à 50, ci | 50 PARTS |
| ➤ A Madame Sandrine PITON , à concurrence de CINQUANTE parts numérotées de 51 à 100, ci | 50 PARTS |

=====

TOTAL égal au nombre de parts sociales composant le capital, CENT, ci.....	100 PARTS
---	------------------

2- DELA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

SIXIEME RESOLUTION - DESIGNATION D'UN COGERANT

Après avoir entendu la lecture du rapport du gérant, la collectivité des associés décide de nommer en qualité de cogérant pour une durée indéterminée à compter de ce jour:

- ⇒ **Madame Sandrine PITON**
demeurant au CHATEAU D'OLONNE (Vendée) 20 rue du Docteur Schweitzer
Née aux Sables d'Olonne (Vendée) le 19 mai 1970

Madame Sandrine PITON devra consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales. Elle disposera à ce titre des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société, conformément aux dispositions de l'article 13 des statuts.

En rémunération de ses fonctions de gérant de la société, Madame Sandrine PITON aura droit à un traitement qui sera fixé ultérieurement par délibération des associés.

D'ores et déjà, Madame Sandrine PITON a droit au remboursement de ses frais de voyage et de déplacement engagés par elle dans l'intérêt de la société conformément à son objet social.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Madame Sandrine PITON, présente à la réunion, déclare accepter expressément ces fonctions et n'être l'objet d'aucune incompatibilité l'empêchant d'exercer lesdites fonctions.

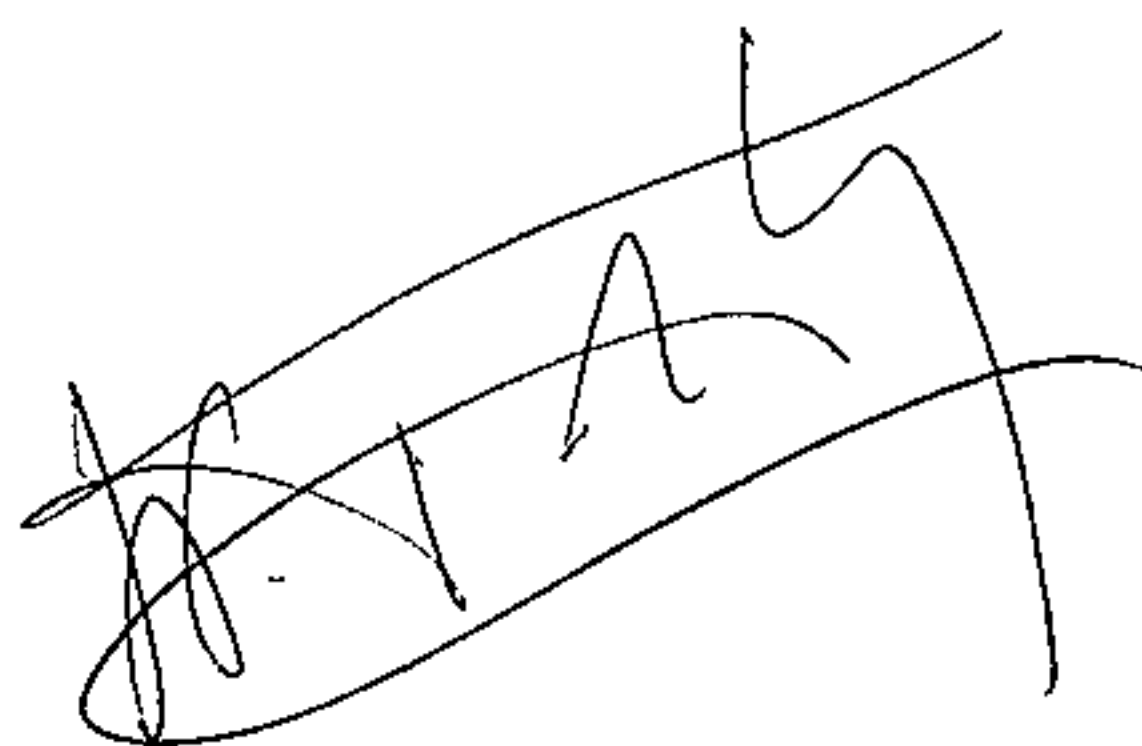
SEPTIEME RESOLUTION - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir partout où besoin sera, les formalités de publicité requises par la réglementation en vigueur.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

-oOo-

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par tous les associés présents.



**CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL**





SARL 37°2

Société à Responsabilité Limitée au Capital de 7.500 Euros

Siège social : LES SABLES D'OLONNE (Vendée) 22 bis rue de l'Hôtel de Ville

RCS LA ROCHE SUR YON 449 642 297

-oOo-

CESSION DE PART SOCIALE

Ext 878

LES SOUSSIGNES

- 1°) **Monsieur William FLORENTIN, époux de Madame Sandrine PITON,**
demeurant ensemble au CHATEAU D'OLONNE (Vendée) 20 rue du
Docteur Schweitzer

Monsieur FLORENTIN né à COLOMBES (Hauts de Seine)
le 30 décembre 1969
Madame PITON née aux SABLES D'OLONNE (Vendée)
le 19 mai 1970

Mariés tous deux sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un
contrat de mariage reçu par Maître MOREAU, Notaire aux SABLES
D'OLONNE (Vendée) le 30 juillet 2004 préalablement à leur union célébrée
en la Mairie des SABLES D'OLONNE (Vendée) le 28 août 2004, lequel
régime n'a subi aucune modification depuis lors.

CEDANT D'UNE PART

- 2°) **Madame Sandrine PITON, susnommée**

CESSIONNAIRE D'AUTRE PART

ONT, PREALABLEMENT A L'ACTE DE CESSION DE PART SOCIALE, OBJET
DES PRESENTES, EXPOSE CE QUI SUIIT :

Enregistré à : SIB DES SABLES D'OLONNE

Le 27/04/2006 Bordereau n°2006/271 Case n°3

Pénalités :

Enregistrement : 25 €

Total liquidé : vingt-cinq euros

Montant reçu : vingt-cinq euros

L'Agent

Christiane LAUNAY
A.C.A.P.

W.F. SP

EXPOSE

I - Il existe à ce jour, sous la dénomination "SARL 37°2", une Société à Responsabilité Limitée au Capital de 7.500 Euros dont le siège social est aux SABLES D'OLONNE (Vendée) 22 bis rue de l'Hôtel de Ville, et qui est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LA ROCHE SUR YON sous le n° 449 642 297.

Le capital a été divisé en 100 parts de 75 Euros libérées intégralement en numéraire, chacune numérotées de 1 à 100 parmi lesquelles :

- ▶ 51 parts numérotées de 1 à 51 ont été attribuées à Monsieur William FLORENTIN.

Lesdites parts ne sont représentées par aucun titre.

En outre, "le cédant" déclare que lesdites parts sociales sont libres de tout gage et nantissement.

Monsieur William FLORENTIN est actuellement gérant de la société "SARL 37°2".

II - Il résulte de l'article 11 des statuts que les transmissions entre vifs, même entre associés, ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois-quart des parts sociales.

Aux termes du procès-verbal en date du 18 avril 2006, la présente cession a été agréée par la collectivité des associés.

Ces faits exposés, il est procédé à la cession de parts sociales, objet des présentes :

W. F. SP

CESSION DE PART

Monsieur William FLORENTIN cède et transporte par ces présentes sous les garanties ordinaires de fait et de droit à Madame Sandrine PITON, qui accepte, savoir :

- UNE (1) part sociale, numérotée 51 lui appartenant dans le capital de la société "SARL 37°2".

Madame Sandrine PITON sera propriétaire de la part cédée à compter de ce jour et aura seul droit à la fraction des bénéfices de l'exercice en cours revenant à ladite part.

Elle sera subrogée dans tous les droits et obligations attachés à ladite part.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de **SOIXANTE QUINZE (75) EUROS** pour la part cédée, lequel prix Madame Sandrine PITON a payé comptant à l'instant même à Monsieur William FLORENTIN, au moyen d'un chèque n°...40.52.802..... tiré sur...Credit Mutuel..... qui le reconnaît et lui en consent bonne et valable quittance sous réserve de l'encaissement du chèque s'il y a lieu.

DONT QUITTANCE

SIGNIFICATION A LA SOCIETE

OU DEPOT D'UN ORIGINAL DE L'ACTE DE CESSION AU SIEGE SOCIAL

La présente cession sera signifiée à la société conformément à l'article 1690 du Code Civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original des présentes au siège social de la société contre remise par le gérant d'une attestation dudit dépôt.

FORMALITES DE PUBLICITE

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux de la présente cession à l'effet d'accomplir toutes formalités de dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce de LA ROCHE SUR YON et de dépôt au siège social de la société.

W.F SP

FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence seront supportés par Madame Sandrine PITON qui s'y oblige.

FAIT Aux SABLES D'OLONNE
L'AN DEUX MILLE SIX
Le 26 avril 2006

En 6 originaux dont un exemplaire pour être
déposé au siège social

Monsieur William FLORENTIN

(Mention manuscrite : "Lu et approuvé")

lu et approuvé.

[Signature]

Madame Sandrine PITON

(Mention manuscrite : "Lu et approuvé")

lu et approuvé

[Signature]



SARL 37°2

Société à Responsabilité Limitée au Capital de 40.000 Euros

**Siège Social : LE CHATEAU D'OLONNE (Vendée)
20 rue du Docteur Schweitzer**

RCS LA ROCHE SUR YON 449 642 297



STATUTS MIS A JOUR

**PAR L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 26 AVRIL 2006**

**CERTIFIE CONFORME
A L'ORIGINAL**

SARL 37 °2

Société à Responsabilité Limitée au Capital de 40.000 Euros

**Siège Social : LE CHATEAU D'OLONNE (Vendée)
20 rue du Docteur Schweitzer
RCS LA ROCHE SUR YON 449 642 297**

-oOo-

STATUTS

IL RESULTE:

- D'un acte constitutif de SARL en date aux SABLES D'OLONNE (Vendée) du 23 juillet 2003, enregistré à la recette des impôts des Sables d'Olonne (Vendée) le 23 juillet 2003 Bordereau 2003/448 Case 3;
- Du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 avril 2006 portant modification de l'objet social, transfert du siège social, constatation d'une cession de part sociale et augmentation de capital;

**QU'IL EXISTE A CE JOUR UNE SOCIETE A RESPONSABILITE DONT LES
STATUTS SONT AINSI ETABLIS :**

Article 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement une Société à Responsabilité Limitée. Cette société est régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination

La dénomination est : 37,2°.

Dans tous documents émanant de la Société et destinés aux tiers, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du capital social, ainsi que de son numéro d'inscription au Registre du Commerce.

Article 3 - Objet

La société a pour objet en France et dans tous pays:

Activité d'intermédiaire et/ou de négoce, le cas échéant par importation, de tous produits dans le cadre de toute activité de marketing opérationnel, de stimulation de forces de vente au profit de professionnels, en ce compris l'activité d'intermédiaire ou de négociant d'articles textiles, bazars, meubles de toute nature, hi-fi, électroménager, vins, spiritueux et articles alimentaires, et de manière générale de tous objets et produits pouvant avoir un usage promotionnel et/ou publicitaire, de cadeaux d'affaires ou de stimulation commerciale;

Conseil et toutes prestations de services se rapportant aux actions de marketing, de relations publiques, de promotion, en ce compris la création, la gestion et l'animation de sites internet, l'élaboration de catalogues et l'édition de tout support réel ou virtuel se rattachant à l'activité;

Formation ;

- toutes opérations quelconques, qu'elles soient industrielles, commerciales ou financières se rapportant directement ou indirectement à cet objet ou à toutes activités similaires ou connexes, ou pouvant d'une manière ou d'une autre favoriser la réalisation de l'objet social.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à ⇒ LE CHATEAU D'OLONNE (Vendée) 20 rue du Docteur Schweitzer

Il pourra être transféré dans la même ville par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

La gérance peut en outre créer des succursales partout où elle le juge utile.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 - Apports - Formation du capital

1°) A la constitution, il a été fait les apports en numéraire suivants:

- | | |
|---|---------|
| - Par Monsieur William FLORENTIN, une somme de | 3.825 € |
| - Par Mademoiselle Sandrine PITON, une somme de | 3.675 € |

2°) Aux termes de l'Assemblée Générale Mixte du 26 avril 2006, il a été :

- constaté la cession d'une (1) part sociale, numéroté 51, par Monsieur William FLORENTIN au profit de Madame Sandrine PITON;
- décidé d'augmenter le capital social de 7.500 € à 40.000 € par voie d'incorporation d'une somme de 32.500 € prélevée sur les réserves.

Article 7 - Avantages particuliers

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit des personnes associées ou non.

Article 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de **QUARANTE MILLE (40.000) EUROS** divisé en **CENT (100) parts sociales de QUATRE CENT (400) euros** de valeur nominale chacune, entièrement libérées, numérotées 1 à 100 et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs, savoir :

- | | |
|---|----------|
| ➤ A Monsieur William FLORENTIN , à concurrence de CINQUANTE parts numérotées de 1 à 50, ci | 50 PARTS |
| ➤ A Madame Sandrine PITON , à concurrence de CINQUANTE parts numérotées de 51 à 100, ci | 50 PARTS |

=====

TOTAL égal au nombre de parts sociales composant le capital, CENT, ci.....	100 PARTS
---	------------------

Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et sont toutes entièrement libérées

Article 9 - Parts sociales

1 - Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables. Le titre de chaque associé résulte seulement des statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions régulièrement consenties.

2 - Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et actif social et une voix dans tous les votes.

Sous réserve des dispositions de l'article L 223-9 du code de commerce, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports ; au-delà tout appel de fonds est interdit.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe, la propriété d'une part emportant de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions régulièrement prises par la collectivité des associés.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration, ni encore en demander le partage ou la licitation. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

3 - Chaque part est indivisible à l'égard de la Société

Les copropriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il sera pourvu par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce, statuant en référé, à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, l'indivision n'est comptée que pour une seule tête.

L'usufruitier exerce seul le droit de vote attaché aux parts dont la propriété est démembrée.

Article 10 - Augmentation ou réduction du capital et négociation des rompus

1 - Le capital peut être augmenté ou réduit dans les conditions et suivant les modalités fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

2 - La décision collective portant augmentation du capital par apport nouveau peut exiger une prime dont elle fixe le montant et l'affectation.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 11, doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

3 - Toute augmentation du capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle doivent faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction du capital.

Article 11 - Transmission des parts

1- Transmission entre vifs

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, même celles qui se font au profit d'un associé, ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit de parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extra judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet.

La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai de trois mois et être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur minimale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de Commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; L'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession. A cet acte, qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession, sauf application de l'article L 223-15 du Code de Commerce.

2- Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayants-droits ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global ; de convention essentielle entre les associés elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès demander au juge des référés au lieu et ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extra judiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayants-droits non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

3- Liquidation d'une communauté de biens entre époux

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions sus visées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

Article 12 - Responsabilité limitée des associés

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Article 13 - Gérance

La société est administrée par une personne physique, choisie parmi les associés, et nommée, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Le gérant est tenu de consacrer le temps nécessaire aux affaires sociales. Il peut déléguer les pouvoirs qu'il juge convenables à un ou plusieurs fondé de pouvoir et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant son associé trois mois au moins à l'avance.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 14 - Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" et "non".

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

Article 15 - Majorité

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélative de l'article des statuts où figurerait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Article 16 - Conventions entre la Société et ses associés ou gérants

1 - Les conventions intervenues entre la société et l'un de ses gérants ou associés sont soumises à l'approbation des associés dans les conditions prévues à l'article L223-19 du Code de Commerce, excepté s'il s'agit d'opérations courantes conclues à des conditions normales.

2 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, ou de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également à leurs conjoints, ascendants ou descendants ainsi qu'à toute personne interposée.

3 - Les associés peuvent, avec l'accord de la gérance, laisser ou verser leurs fonds disponibles dans les caisses de la société en compte de dépôt ou compte courant, sous réserve des dispositions du n° 1 ci-dessus.

Les conditions d'intérêts et de fonctionnement de ces comptes sont fixées d'accord entre la gérance et les titulaires ; la gérance doit fixer les mêmes conditions pour tous les associés. Elle doit toujours réserver pour la société le droit de libération anticipée.

Article 17 - Droit de communication des associés

1 - Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre par lui-même et au siège social, connaissance et (sauf pour l'inventaire) copie des comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées, concernant les trois derniers exercices.

L'associé peut se faire assister d'un expert inscrit sur une des listes établies par les Cours et Tribunaux.

2 - Quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale ordinaire annuelle prévue à l'article 19 ci-dessous, les documents soumis, en vertu de cet article, à l'approbation de l'assemblée, à l'exception de l'inventaire, sont adressés par la gérance aux associés avec en outre, le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes.

L'inventaire est, pendant le même délai, tenu au siège social à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser, par écrit, des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

3 - En cas de convocation de toute autre assemblée, le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants, ainsi que, le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée et, pendant le même délai, tenus à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

4 - Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande.

La société doit annexer à ce document la liste des gérants et, le cas échéant, des commissaires aux comptes en exercice et ne peut, pour cette délivrance, exiger le paiement d'une somme supérieure à celle fixée par les règlements en vigueur.

Article 18 - Contrôle des commissaires aux comptes

Il peut être désigné dans les conditions prévues aux articles L 223-36 et L 223-37 du Code de Commerce un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exercent leurs fonctions conformément à l'article L 223-38 dudit code..

Article 19 - Approbation des comptes sociaux

1 - Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la société et des comptes annuels conformes aux prescriptions des articles L 232-1 à L 232-9 du Code de Commerce, et des articles 8 à 16 du Code de Commerce.

2 - Les comptes de l'exercice écoulé, l'affectation des résultats et les rapports de la gérance sont soumis aux associés qui, à cet effet, sont réunis en assemblée dans les six mois de la clôture de l'exercice en question.

Article 20 - Prorogation

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés, à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la société doit être prorogée.

A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal statuant sur requête la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la réunion et la décision ci-dessus prévues.

Article 21 - Perte du capital social - dissolution

1 - Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance est tenue de consulter les associés dans les conditions prévues à l'article L 223-42 du Code de Commerce.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue de se conformer aux dispositions de l'alinéa 2 dudit article.

2 - La dissolution de la société intervient dans l'un des cas prévus à l'article 1844-7 du Code Civil.

Article 22 - Liquidation

1 - Ouverture de la liquidation

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la société est aussitôt en liquidation et sa dénomination sociale doit être dès lors suivie de la mention "société en liquidation".

Cette mention ainsi que les noms du ou des liquidateurs, doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société, et destinés aux tiers, et notamment sur toutes factures, lettres, annonces et publications diverses.

2 - Modalités de la liquidation

La liquidation s'effectue conformément aux articles L 237-1 à L 237-31 du Code de Commerce et 266 à 280 du décret du 23 mars 1967, et en outre suivant les règles ci-après.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la société sauf à l'égard des tiers. L'accomplissement des formalités de publicité de la dissolution est sous la responsabilité du liquidateur.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont, à cet effet, les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément, le tout sauf les cas prévus aux articles L 237-6 à L 237-8 du Code de Commerce.

L'actif net est partagé entre les associés dans les proportions de leurs parts sociales. Les associés peuvent toujours, d'un commun accord et sous réserve des droits des créanciers sociaux, procéder entre eux au partage en nature de tout ou partie de l'actif social.

3 - En cas de dissolution de la société après réunion des parts en une seule main, le patrimoine social est dévolu à l'associé unique dans les conditions prévues à l'article 1844-5, alinéa 3, du Code Civil.

Article 23 - Année sociale

L'année sociale commence le 1^{er} juillet et finit le 30 juin.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 30 juin 2002.

Par ailleurs, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Article 24 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social.

Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 25 - Contestations - Clauses compromissoires

Sous réserve des divers recours judiciaires prévus par la loi, toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou le cours de sa liquidation soit entre les associés, la gérance, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes relativement aux affaires sociales, seront soumises à un Tribunal Arbitral.

La constitution du Tribunal Arbitral et la procédure d'arbitrage s'effectuent conformément aux dispositions des articles 1442 et 1459 du nouveau code de procédure civile, et en outre suivant les règles ci-après définies.

1 - Désignation et composition du Tribunal Arbitral

Celui-ci sera composé de deux arbitres, chacune des parties en désignant un, et d'un tiers arbitre choisi par les deux précédents.

Faute par l'une des parties de désigner son arbitre comme en cas de désaccord des arbitres sur le choix du tiers arbitre, il sera pourvu à cette désignation par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du siège social à la requête de la partie la plus diligente huit jours après une mise en demeure par simple lettre recommandée avec avis de réception, demeurée infructueuse.

En cas de décès, de refus ou d'empêchement de l'un des arbitres désignés, il sera procédé à son remplacement dans les mêmes formes que pour sa nomination.

2 - Procédure - Frais

Chacune des parties remet au Tribunal Arbitral un exposé écrit de ses prétentions. Si l'une des parties ne remet pas d'exposé, celui-ci de l'autre partie sera considéré comme exprimant l'ensemble de la contestation.

Le Tribunal Arbitral procédera librement à l'instruction du litige, sans être tenu de suivre les règles applicables aux instances judiciaires ; il statuera comme amiable compositeur, en dernier ressort. Il devra rendre sa sentence dans les trois mois de la date d'acceptation de ses fonctions par le troisième arbitre, sauf prorogation de ce délai avec l'accord des parties.

Les honoraires des arbitres seront supportés également par les parties. En outre, la partie qui s'opposerait à l'exécution de la sentence supporterait seule les frais de toute nature qui en résulteraient.

Article 26 - Associé unique

Lorsque la société ne comporte qu'une seule personne, les pouvoirs reconnus à la "collectivité des associés" par la loi et les présents statuts sont exercés par l'associé unique, qui prend seul les décisions qualifiées de "collectives" par les articles 1er à 25 ci-dessus.

Les décisions de l'associé unique sont consignées dans le registre prescrit par l'article 10 du décret sur les sociétés commerciales.